

Le Pavé Digital

#3 - 4 mars 2020

Le mois de février a donné pu l'impression d'un recul de l'affrontement social, mais il a été émaillé d'une répression toujours plus féroce, comme à Toulouse ou à Bordeaux. La violence du régime continue de s'imposer sans baisser d'intensité. Et cela constitue un baromètre. A Toulouse, les forces de l'ordre n'hésitent pas à bastonner dans une église, à tel point que même l'archevêché s'en émeut. A Bordeaux, comme dans d'autres villes, des vidéos témoignent de l'extrême violence policière, quels que soient les manifestants, y compris quand ce sont des pompiers, comme à Paris. Le gouvernement "essayez la dictature et vous verrez" (Macron, le 23/01/2020) n'en a que faire.

Un décret sournois (décret n° 2020-151 du 20 février 2020), autorise dorénavant le fichage des opinions politiques, du choix religieux, de la santé et de la sexualité, etc, par la Gendarmerie dans un fichier dénommé GendNotes. Et qu'importe les tartufferies au plus haut niveau de l'appareil d'État. Il est à remarquer que la quasi totalité de la classe politique, tous groupes parlementaires confondus, s'est senti obligée de venir au secours de la caste, en l'occurrence du soldat Griveaux, au nom de grands principes moraux alors que le reste du monde partait d'un énorme éclat de rire. Mesdames et Messieurs les élus, ne vous arrivent-il jamais de jeter un coup d'œil sur la presse internationale ? Heureusement que Juan Branco est venu apporter un peu de clarté dans ce cloaque !

Samedi 29 février, à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, précédé d'un conseil de la Défense (sommes nous en situation de guerre bactériologique, et contre qui ?), le gouvernement communique à la presse et aux citoyens les mesures mises en place pour faire face au coronavirus. Par exemple, l'interdiction des meetings de plus de 5 000 participants. Les stades rassemblant des dizaines de milliers de personnes sont eux, bizarrement & pargnés de ces mesures restrictives...

Mais il se garde bien d'annoncer une autre décision, l'imposition de l'article 49.3 à l'Assemblée nationale. Il faudra attendre la visite surprise de Philippe à l'Assemblée, devant un hémicycle clairsemé (les présidents de groupe – tout au moins ceux de l'opposition – n'ayant même pas été prévenus...) vers 17 heures pour que les Français le découvrent. Ainsi va cette "démocratie", qui n'est pas une dictature, puisqu'on vous le dit.

Aussitôt la nouvelle connue, des rassemblements se font dans de nombreuses villes, dont Bayonne, où se retrouvent à 19 heures devant la mairie une cinquantaine de personnes qui vont déambuler dans la soirée devant les terrasses de la Nive, sous les regards – et les réflexions – peu amène des bobos venus festoyer après la victoire de l'Aviron Bayonnais contre le Stade toulousain. Ce sont presque exclusivement des Gilets jaunes qui manifestent. Où sont passées les "forces syndicales" ?

La permanence électorale du maire de Bayonne, macroniste dans l'âme et qui, il y a six mois, n'hésita pas à réclamer une mise en état de siège inouïe de la ville lors du G7 (ainsi va l'apaisement communal), devient naturellement, comme dans de nombreux endroits de l'Hexagone, la cible de la colère citoyenne face à la dérive autoritaire du gouvernement.

Les forces populaires, qu'elles soient Gilets jaunes, syndicales ou partisans arriveront-elles à faire face à l'escalade autoritaire, pour ne pas dire dictatoriale, des classes dirigeantes ? C'est tout l'enjeu des semaines qui viennent et en particulier de l'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes qui se tiendra ce week-end à Toulouse.



Au péage de Biriou (frontière),
le 1^{er} mars 2020.

Février dans les rues



Flashmob le 6 février dans le cortège des manifestants à Bayonne.

Jeudi 6 février

Une nouvelle journée d'action est annoncée. A Bayonne, les manifestants décollent de la Bourse du Travail vers 11 heures. 2 000 personnes se retrouvent le long du parcours qui se termine devant l'hôpital de Bayonne et le Lycée, deux symboles de la liquidation du service public.

Vendredi 7 février

Convocations de huit Gilets jaunes pour une « audition libre » à la suite de la manifestation à la gare du 21 janvier. La procédure est un peu curieuse, mais montre aussi que le pouvoir reste limité quant à ses réactions vis-à-vis de ce genre d'opération. Il faut des responsables, certes, mais c'est le pouvoir qui les désigne, visant ce qui est dangereux pour lui... cqfd, ce sont les Gilets jaunes qui sont convoqués. Certains ont accepté de se rendre à la comparution, d'autres ont refusé, mais le soutien était présent à l'extérieur du commissariat. Les Gilets jaunes ont répondu par un communiqué inscrivant l'action dans le cadre de la désobéissance civile.

Samedi 8 février

Un rassemblement a lieu à Bidart en soutien avec les 17 Bricomarché licenciés à la santé des actionnaires. Près d'une centaine de personnes font le déplacement. Des croix sont plantées sur la pelouse pour enterrer l'avenir des 17 salariés.

Ce même jour, à Bordeaux, on assiste à des affrontements très violents lors de la manifestation gilets jaunes, accentuant l'option matraque d'un gouvernement qui tend à confirmer que l'on peut agir comme des totalitaristes en tenant un discours démo-crade.



Samedi 8 février, devant Bricomarché qui s'apprête à licencier ses 17 salariés.

Mercredi 12 février

Une énorme déclaration du président, à la mesure de son ego et de son incompétence (si quelqu'un peut nous expliquer ce que ça veut dire, on est preneurs, mais le sait-il lui-même ? Macron (devant 320 députés



Judi 20 janvier, place du Réduit à Bayonne.

LREM à l'Élysée, le 11/02) : *"Moi je pense que le calme du pays ne se construira pas dans notre immobilisme. Ce n'est pas vrai, ce n'est pas nous. Mais il se construira dans la capacité à, d'une part, donner du sens aux résultats qui arrivent en perspective de tout ce qui a été fait et d'autre part, à réussir à retrouver la prise terre et à remettre un peu tout le monde au calme."*

Judi 20 février

Le maintien de la grève au quotidien devenant de plus en plus difficile, des journées d'action ont été décidées au sein des divers mouvements participant à la lutte. Ce jeudi correspondait à une journée d'action et 2 000 manifestants se sont rassemblés à Bayonne, démarrant de la gare pour arriver à l'hôpital, autre symbole fort de la liquidation du service public.

Les Gilets jaunes s'invitent à la réunion de la CAPB

22 février Notre action prévoyait d'entrer dans l'amphithéâtre où se réunissaient les membres de la Communauté d'agglomération du Pays Basque. Cette assemblée votait le budget à venir alors que les élections approchent.

Nous étions une cinquantaine dont dix bardés d'une écharpe tricolore portant des slogans. De la musique bien sûr et des banderoles pour alerter ...

Nous étions pacifiques et avons tenté de négocier d'entrer lire un discours sur la démocratie et le refus de la réforme de la retraite à points.

Arrivés à 12 heures, nous avons été "baladés" par les appariteurs – ce n'était jamais le bon moment. A 14 heures, nous sommes montés pour forcer l'entrée. Après discussions un peu agitées, nous avons enfin pu nous introduire dans l'assemblée.

Quatre ont pu rester à la tribune, les autres sont entrés par le haut de l'amphithéâtre.

J'ai lu le discours dès que nous étions au complet – Le président de la CAPB, Jean-René Etchegaray, m'incitait à commencer... calmement je lui ai dit que j'attendais que tous soient installés...

Quelques protestations des élus agacés par l'intrusion ont fusé, mais se sont vite tues. En effet, la qualité du discours, ses références, les citations et la teneur solide du texte leurs ont cloué le bec !

De nombreux regards surpris – certains élus filmaient – ont permis de constater qu'ils ne s'attendaient pas du tout à entendre quelque chose d'intelligent et construit !

Presque aucun applaudissement – certes – mais une sidération qui faisait plaisir à voir...

Nous sommes partis en chantant dans l'escalier et cela a du résonner fortement dans l'hémicycle !

Hé oui, les GJ ne sont pas d'incultes sans-dents alcooliques et illettrés !

Les GJ s'informent, réfléchissent et s'organisent. Cette forme d'action participe à l'évolution du mouvement !

Pascale

Samedi 29 février

Surprise ? Le gouvernement annonce son intention de recourir directement au 49.3 pour faire passer une nouvelle loi scélérate. Les réactions sont partout immédiates, des manifestations spontanées ont lieu dans divers endroits de l'Hexagone. A Bayonne on se retrouve aussi pour exprimer son opposition. Rassemblement et

déambulation dans les rues de Bayonne conduisent à la permanence de Jean-René Etchegaray qui abrite sur la liste œcuménique (mais presque), les candidats se revendiquant de LREM. La permanence est taguée et farinée à souhait. Le jour J, beaucoup s'en souviendront, n'est-ce pas JR ?

Le Pavé Digital

Oh Toulouse !



La vitrine des Galeries Lafayette, le 29 janvier à Toulouse.

Comme souvent, nous faisons un petit tour par Toulouse, pour prendre la température des grandes villes. Le **mercredi 29 janvier**, la manifestation débarque aux Galeries Lafayette, dans les rues piétonnes, mais avant tout commerciales que les forces du pouvoir ont pour mission de défendre. Des manifestants arrivent à pénétrer dans le magasin et envisagent immédiatement de changer la décoration des vitrines qui manquaient d'apport solaire. Et les voilà qui, en quelques minutes, se transforment, grâce au goût subtil des manifestants, en figure d'apologie du mouvement, les gilets jaunes enfilés par les manifestants sur les mannequins des vitrines. Un vieux proverbe disait : *"Suivre la mode ou quitter le pays"*. Manu, tu sais maintenant ce qu'il te reste à faire.

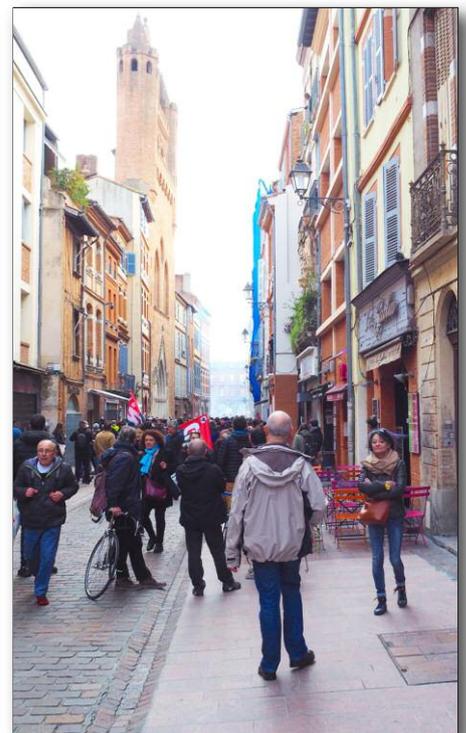
Il fallait aussi venir le **samedi 1^{er} février** suivant à Toulouse où les figures de carnaval, déguisées en « Forces de l'ordre » se sont encore distinguées. Il y a moins de monde que d'habitude au départ de la manifestation. Certains prennent la parole au départ pour dire qu'ils vont arrêter le mouvement, dans l'indifférence générale. D'autres prennent la parole pour appeler à la continuité, mais en est-il vraiment besoin. Les "boulets" la ferment.

La manifestation du samedi a commencé lentement dans la ville rose. Tou-

jours le même point de rendez-vous, mais une autorisation de passer dans certains secteurs commerciaux situés dans les rues piétonnes. La partie de cache-cache commence, les manifestants passant d'une rue à l'autre. Rien d'inhabituel jusques là. Mais dans une rue proche du Capitole, des lacrymogènes sont balancées pour empêcher l'accès à la place, siège de la mairie de Toulouse. Certaines atterrissent sur les toits avoisinants, imprécision chronique ou volonté délibérée des tireurs... Qui sait ? En tout cas, au vu du flux de lacrymogènes, des manifestants se sont réfugiés dans l'église toute proche...

Et en ont été évacués par des "Forces de l'ordre" qui affirment cependant qu'elles n'ont pas mis les pieds dans "l'enceinte sacrée". Faut-il croire que les manifestants en seraient sortis précipitamment comme ils l'ont fait si les chaussettes à clous n'étaient pas entrées dans le lieu sacré ? Mais que fait le Pape ?

Comme souvent, la manifestation a démarré en début d'après-midi, mais les affrontements et autres escarmouches dureront tard dans la soirée.



Le forces de l'ordre poursuivent les manifestants jusque dans l'église Notre-Dame du Taur.

Le Pavé Digital

Des pieds à la tête...

Marcher aide à penser.

A Paris, les manifs des Gilets jaunes ont permis à des gens très différents de se rencontrer, de se parler, et de reprendre le contrôle de la rue. Petit à petit, des besoins communs se sont cristallisés, la confiance dans une force collective s'est installée. La réalité sociale a percé le voile des idéologies.



Bordeaux, Acte 18.

Le mouvement des Gilets jaunes a pris tous les technocrates au dépourvu. L'évidence est là : non, la société ne se gère pas comme un élevage en batterie, chacun dans sa cage ! Il n'est même pas sûr qu'ils aient vraiment compris tellement ça remet en cause leurs méprisantes certitudes.

Mais on ne peut à la fois dénier au peuple le droit de choisir et prétendre à longueur de journaux télévisés qu'il est l'auteur de son propre tourment. *"Technocrates de tous les pays, suicidez-vous !"*

Se faire nasser aide à réfléchir

L'État, la classe politique au sens large, les corps intermédiaires, ont tous, oui tous, soutenu la répression qui a été la réponse politique des mercenaires du Medef contre les révoltes populaires de ces dernières années. Laisser le champ libre au parti de l'ordre, à ses lois liberticides et aux illettrés qui lui servent de bras armé a eu les conséquences qu'on sait, donnant enfin des remords à quelques humanistes.

Allez manifester pour les bébés phoques maintenant, vous allez être bien reçus !

Se faire gazer aide à s'interroger

Les Gilets jaunes ont approfondi une crise sociale qui ne date pas d'hier et dont ils sont une conséquence. Tous les partis institutionnels ont participé activement à l'effritement des droits fondamentaux : au droit du travail, mais aussi à la santé, à la justice, à un revenu décent, à des services publics de proximité...

La poste, les télécoms, l'énergie, les terres, les routes, les aéroports, les forêts, les mutuelles, les ports, l'eau, le livret A, les logements sociaux, la justice, les montagnes, la police, l'éducation, et maintenant les retraites, sont irrésistiblement colonisés par le privé.

Macron et son aréopage de petits marquis, qui représentent péniblement 16 % des Français en âge de voter, bradent nos biens collectifs à leurs copains capitalistes.

Se faire matraquer aide à douter

Les participations "critiques", les oppositions constructives dans les institutions, n'ont rien pu empêcher. Pire, par leurs contributions impuissantes, elles

On devrait emplacer
"On ne lâche rien"
par "On reprend tout"

ont servi de cautions, quand elles n'étaient pas simplement complices, entre vrais et faux naïfs. Et les voilà tous, la bouche en cœur, à faire les trottoirs, à arpenter les marchés en nous chantant des berceuses, en nous promettant la lune et en tentant de nous convaincre de voter encore et toujours pour eux. Ils nous laissent le choix entre moins de profs et plus de police, des services minimums contre les grévistes, moins de lits dans les hôpitaux et plus de places dans les prisons, moins de revenus et plus de contrôles, et surtout le choix de la couleur des poubelles. La plupart n'osent même plus assumer l'étiquette de leur parti !

"Cassez-vous !" entend-on de plus en plus souvent. *"Cassez-vous !"*

...De la tête aux pieds

Penser aide à marcher

Il faut maintenant réfléchir pour choisir où nos pas vont nous mener. Le mot d'ordre "On ne lâche rien" est encore efficace quand il s'applique à la lutte. Malgré la répression, on ne lâche pas la lutte.

Mais, s'il s'agit des biens communs, on a tellement lâché que ce mot d'ordre n'a plus tellement de sens. L'objectif est plutôt de nous réapproprier notre vie dans toutes ses dimensions : matérielle, démocratique, intellectuelle, environnementale... On devrait remplacer "On ne lâche rien" par "On reprend tout !". Les profiteurs n'ont que le pouvoir qu'on leur laisse !

Tous ensemble ?

La lutte contre la réforme des retraites va s'arrêter ou perdre en intensité soit parce qu'elle va passer (Assemblée nationale ou 49.3), soit parce qu'elle va être "repoussée" à plus tard (!).

La question de l'organisation doit rester une question

Mais les revendications des Gilets jaunes c'est de vivre mieux et tout de suite. L'épisode de cette loi n'est qu'une péripétie dans ce projet. Les travailleurs (cheminots, pompiers, avocats, infirmières, portuaires, enseignants...), les chômeurs, les lycéens et les étudiants ("Même Macron, même combat" affiche la banderole des étudiants de Tolbiac), ou une partie d'entre eux, qui ont porté la résistance contre cette énième atteinte au "pacte social solidaire républicain français" (on peut rajouter encore beaucoup de qualificatifs mais on aura compris qu'il s'agit d'un vol de plus au détriment du peuple) vont-ils rejoindre durablement le mouvement général déclenché par les Gilets jaunes ? Et peut-être transformer ce mouvement en autre chose ? Ou la routine politico-syndicale, même plus ou moins ébranlée par tous ces événements, va-t-elle reprendre du service ?

La mélasse des alliances

Ce nouvel interlude qu'imposent les élections municipales nous ramène au thème de la démocratie. Quelle démocratie ? Quels processus démocratiques ? Qui vote et pour quoi faire ? Il semblerait que dans quelques cas une expérience communale tente

quelques groupes (Par exemple de la liste "Autrement pour Saillans", une petite commune de la Drôme), mais sur un plan plus général (les communes de plus de 9 000 habitants de Castaner ?), on est en plein dans les arcanes opportunistes du Monopoly politicien.

Le mouvement des Gilets jaunes ne peut pas s'engluer dans cette mélasse. Mais il ne peut plus non plus se contenter de la situation actuelle (manifestations du samedi qui sont toujours plus réprimées ou forces inconditionnelles d'appoint des initiatives néo-syndicales). Cela pose la question de la variété des actions et des alliances, et incidemment celle des formes d'organisation. Il ne s'agit pas de fixer quoi que ce soit mais de garder à l'esprit que la question de l'organisation doit rester une question.

Autrement et à côté

On peut déjà retenir quelques axes : la solidarité (en particulier locale), la justice, la démocratie, l'environnement... Ces thèmes font partie de ceux que l'on porte positivement. Ils peuvent faire l'objet de groupes de travail affinitaires ou centraux, indépendants des institutions, et déboucher sur des initiatives allant du local au national : témoigner des situations réelles notamment par le biais d'enquêtes (un peu à la manière de Ruffin dans *J'veux du soleil*), donner des chiffres justes à l'occasion de réunions publiques, de publications, de lettres ouvertes, construire et élargir les réseaux en incluant d'autres acteurs (associations, collectifs, chercheurs). Ces groupes de travail pourraient être à l'initiative de manifestations diverses.

Créons des instruments d'information pour qu'on nous comprenne mieux et surtout proposons des formes hospitalières afin qu'on puisse nous rejoindre.

Faisons un axe de travail de ce mot d'ordre : "Ne nous regardez pas, rejoignez-nous !"



On ne lâche plus rien, on reprend tout !

Scare

Vers une AdA du “comment”

La dernière Assemblée des assemblées (AdA) de Montpellier s’était terminée sur un choix, celui du thème de l’AdA suivante, celle de Toulouse donc. Et l’unanimité s’est faite autour du thème de l’anticapitalisme. Étonnant ? Sûrement pas dans le sens où les Gilets jaunes ont bien compris que l’augmentation du tarif du carburant n’était qu’un détonateur d’un mouvement qui, s’il ne rassemble pas autant de monde qu’au début, s’est affirmé politiquement sur des positions clairement anticapitalistes. Suivant les recommandations (et non pas les décisions) de Montpellier, les organisateurs toulousains ont envoyé des propositions de thèmes de débat pour la prochaine AdA. Les divers groupes se sont déterminés majoritairement sur les thèmes suivants en justifiant et expliquant leur choix pour la plupart.

Les thèmes ont été ainsi déterminés :

1er• Comment sortir du capitalisme, quelles stratégies et tactiques ?

- Capitalisme, libéralisme ou néolibéralisme : contre quoi nous battons nous ?
- Quelles nouvelles formes d’organisation au travail sont compatibles avec l’urgence climatique, la justice sociale, la démocratie directe, le partage des richesses, l’auto-suffisance ou encore l’autogestion ?
- Création monétaire : monnaie libre, monnaie (dette) locale, monnaie dette ?

2e• Stratégies de lutte et d’actions dans le mouvement GJ

- Comment échanger, organiser et coordonner les actions GJs au niveau local, départemental et national ?
- Quelles stratégies de lutte pour plus d’efficacité : Boycotts, désobéissance civile, blocages, manifestations, etc ?
- Quelles stratégies d’échanges et de luttes entre milieux urbains et les quartiers populaires et campements de réfugié-es ou encore dans les zones rurales, dans les ronds-points ?

3e. Processus constituant (Constituante, Révision ou création d’une constitution).

- Municipalisme-Communalisme.
- Systèmes représentatifs : RIC, Tirage au sort, révocabilité, contrôle des pouvoirs.
- Démocratie directe = sans représentation.

4e• Comment préserver et étendre nos services publics dont ceux arrachés par le Conseil National de Résistance, pour plus de justice sociale ?

- La renationalisation des biens communs.
- Les luttes contre les systèmes d’oppressions sociétaux et leurs intersections (ex: patriarcat/sexisme, racismes, validisme, etc).

5e• Organisation du mouvement des gilets jaunes

- Comment améliorer notre organisation au sein et au-delà des gilets jaunes ? Avec quels outils ?
- Bilan et perspectives du mouvement des GJs ?
- Coordination / cohésion locale, régionale et internationale ?
- Comment penser l’écologie sociale et sa compatibilité avec le mouvement des GJ ?

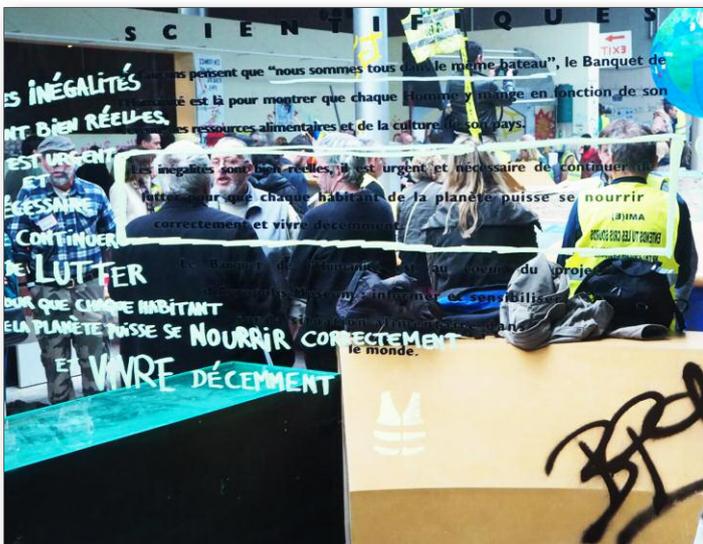


Pourquoi ces choix ?

Ce qui saute aux yeux c'est que les thèmes choisis tournent autour de l'organisation générale. Ce n'est pas parce que le mouvement est constitué d'un ensemble de personnes et n'a pas de représentants qu'il ne doit pas y avoir d'organisation. Mais peut-on pour autant parler de stratégie globale ? Il est difficile d'y penser avec un mouvement aussi récent et spontané. D'aucuns pensent qu'aujourd'hui, la stratégie c'est de se limiter à la tactique. Pourquoi ? Parce qu'il y a les premières nécessités, celles qui poussent chacun à se remuer, celles qui consistent à éviter de se faire virer de son logement ou d'émarger aux Restos du Cœur et autres banques alimentaires. Il faut dénoncer et abattre ce régime qui fait de nous des oubliés.

La stratégie, c'est aujourd'hui se limiter à la tactique

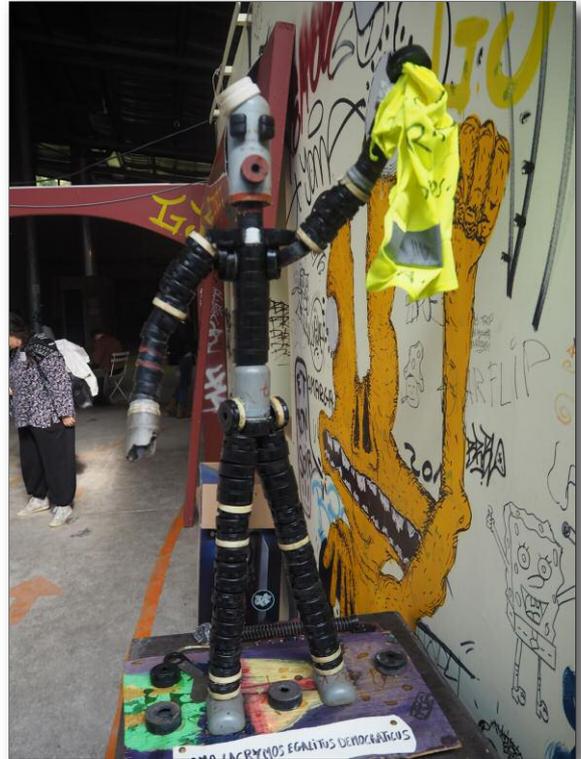
Des solidarités se sont créées autour des ronds-points où l'on parle plus de ce que l'on va pouvoir faire contre ce pouvoir en place que de la construction d'une forme de socialisme. Contrairement à ce que défend un certain type d'intellectualisme, il ne s'agit pas de préparer un avenir tout tracé par des théories, aussi valables soient-elles, mais de continuer à agiter le cocotier, en fonction de la volonté des participants qui prendront confiance en agissant et prendront donc confiance en leur possibilité de construire : l'apprentissage et la construction par la détermination et l'action.



Photos de l'AdA4 de Montpellier.

Méthode, méthode

Par contre, l'empirisme avec lequel a évolué le mouvement jusqu'à ce jour limite l'efficacité. Dans chaque thème choisi on se retrouve face à des problèmes organisationnels qu'il va falloir résoudre pour que les résultats attendus commencent à apparaître. A tous les niveaux on ressent une nécessité d'organisation. C'est



un élément complexe dans l'histoire des Gilets jaunes, la force du mouvement venant au départ de la spontanéité et de la pluralité et de l'incapacité du pouvoir à contrôler cet ensemble hétéroclite. Celui-ci a donc choisi de lâcher ses chiens de garde (médias, police et autres) pour contrecarrer l'offensive. Avec une certaine réussite, il faut le reconnaître, mais provisoire seulement. Parce que les Gilets jaunes ont déclenché autre chose. Ce n'est pas l'effet boule-de-neige, mais nous avons remarqué ces deux derniers mois des corrélations entre l'action Gilets jaunes et de nombreuses actions syndicales, n'en déplaise aux directions « syndicollabo ».

Que manque-t-il alors ? Le comment. L'action des Gilets jaunes est inscrite dans la durée, on ne gagne rien sur un coup de dés. Certains ont arrêté le mouvement, certes, mais les dernières semaines de combat ont conduit à une reconnaissance des Gilets jaunes jusqu'au mouvement syndical, et ce n'a pas été sans difficulté. La capacité de mobilisation et d'action est validée. Mais les résultats se faisant attendre, il nous faut donc nous pencher sur la méthode. C'est tout l'enjeu de cette prochaine assemblée.

Les spams de la République

Bien avant la retraite, messieurs les députés et sénateurs bénéficient déjà d'un régime particulier. Il ne s'agit pas là de dénoncer les émoluments pour le moins généreux, les avantages en nature qui le sont tout autant ou un régime de retraite que beaucoup accepteraient en tant que régime général. Non, il s'agit plutôt d'un régime de congés payés totalement exceptionnel largement apprécié par ses bénéficiaires



Permanence du maire macroniste de Bayonne, J-R Etchegaray, "décorée" le soir du 46.3.

En effet, nos députés et sénateurs peuvent attendre les prochaines élections tranquillement sans s'être épuisés à la consultation des dossiers, pour ceux tout au moins qui les comprennent. Ceci n'est pas une affirmation gratuite, il suffit de se rappeler de l'intervention plus que médiocre d'une certaine Florence Lasserre venue nous délivrer un discours qu'elle n'a même pas pu défendre en raison de son incapacité sur le sujet lors du mouvement des cheminots. Mais rassurez-vous, cela arrivera de moins en moins, voire plus du tout, et ceux qui veulent profiter de leurs élus pourront les inviter à festoyer, ils auront tout leur temps de libre.

Des lois ont déjà été passées au forceps, mais la manière dont le gouvernement de Mac... Phil... non, de la finance, veut faire passer la réforme des retraites est inédit. Il bénéficie d'une large majorité parlementaire, mais il utilise le 49.3. Étonnant non ? De quoi s'agit-il ? D'un manque de confiance sachant qu'il a fallu recruter large et que l'on n'est pas sûr que tous aient bien compris la manœuvre, comme ce sénateur LREM qui vient de démissionner en invoquant un "n'importe quoi" gouvernemental ? Peut-être, mais sans trop y croire. La soupe est pour le moment bonne et beaucoup ne sauraient s'en passer.

Non, ce serait plutôt une manière d'indiquer ce qui nous attend dans les années qui arrivent, si toutefois l'actuel pouvoir reste en place jusqu'à son échéance. Philippe l'a dit, ce sont les urnes qui sont importantes, pas la rue. C'est au moins une indication pour ceux qui votent encore et qui ne veulent pas gaspiller du papier. Peu importe ce que l'on pense, Macron et ses macronnettes sont en mission pour le seigneur du prolétariat. Il n'y a pas beaucoup de temps à perdre, donc il faut faire passer tout ça très vite, destruction du statut de cheminot, remise en cause de celui de retraité, sauf pour les émérites (police et armée) et rapidement, destruction de ce qui reste de notre vieille sécu. Et tout ça, avant 2022.

Les grandes vacances

Les plus heureux, dans cette histoire, ce sont nos grands élus, députés et sénateurs, qui voient avec plaisir arriver le 49.3 qui va leur permettre un absentéisme sans reproche (certains n'avaient pas besoin de ça). C'est bien aussi parce qu'il va être le moment de les interpeller directement. Avec le temps de libre dont ils vont bénéficier, qu'auront-ils enfin d'autre à faire que de nous écouter. Profitons-en.

Plus sérieusement, c'est sur ces élus que s'appuie le pouvoir, des élus qui ne remplissent pas leur rôle et qui refusent la base de ce qui est la démocratie définie par ce pays, le débat parlementaire. Aucun pouvoir n'en veut plus, d'autant que les séances sont aujourd'hui télévisées.

Mais nous écouter pour quoi faire ? Ils ne décident de rien. Alors disons-leur déjà de démissionner et de rembourser les sommes perçues à ce jour pour faute professionnelle grave. Ceci est aussi valable pour "le patient zéro" du néo-totalitarisme français, actuellement hébergé dans un palais parisien et survenant à ses besoins avec le modeste salaire d'une professeur de français.

Nat Cazarré – Mikel Lapeyre